



# FNEE CGT

Fédération Nationale  
des personnels

*des ministères de l'Écologie,  
de la Cohésion des Territoires, de la Mer,  
des Transports et du Logement*



Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement CGT - 263 rue de Paris - case 543 - 93515 Montreuil Cedex  
Tél. : 01 55 82 88 75 - Mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site internet : [www.equipementcgt.fr](http://www.equipementcgt.fr)

## Motion de soutien aux travailleurs en lutte de la S.A.M. (Société Aveyronnaise de Métallurgie)

La Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement CGT, réunie en congrès, exprime son soutien plein et entier à l'ensemble des travailleuses et travailleurs en lutte pour le maintien de leur emploi, pour la pérennité de leur entreprise, pour protéger leur outil industriel et conserver la possibilité de vivre et travailler au pays.

Depuis plus de 300 jours, elles et ils luttent contre la suppression de 350 emplois à la fonderie SAM, emplois auxquels il convient d'ajouter ceux générés par la sous-traitance.

Renault bénéficie d'un prêt de 5 milliards d'euros garanti par l'État depuis 2020. Pourtant, le constructeur automobile a annoncé, par voie de presse, refuser son soutien au projet de reprise de la fonderie aveyronnaise (40 millions d'euros). Il prend ainsi le risque de la condamner à une liquidation et reniant ses engagements.

Il pourrait s'agir d'un véritable drame humain pour toutes ces familles et un cataclysme économique pour un territoire déjà durement touché par le passé (fermetures des mines, de la sidérurgie,...).

Dans le même temps, le gouvernement devrait continuer à inonder Renault de milliards d'euros d'argent public. Toutefois, il ferme les yeux sur la volte-face inadmissible du constructeur automobile, qui préfère délocaliser une production de qualité, dont il est le principal client. **Où est donc passé l'État actionnaire ?**

Le gouvernement Macron ne cesse de mettre en avant ses velléités de «reconquêtes industrielles», au travers notamment de son plan «France Relance». Une partie de ces fonds devrait directement bénéficier aux travailleurs de la SAM. Pourtant, Renault, en faisant ce choix de délocalisation d'une capacité de production importante **inflige un véritable camouflet aux plus hauts représentants de l'État.**

Dans cette période où l'importance de préserver une capacité industrielle de production est redevenue un sujet de premier plan, nous, CGT, ne pouvons accepter un tel état de fait.

Nous ne pouvons, pas plus, entendre les mensonges d'un président et de son premier ministre qui indiquent découvrir fin novembre que Renault était engagé avec la SAM jusqu'en mars 2022 alors même qu'il y a quelques semaines, ce premier ministre rencontrait les représentants des salariés à Figeac sur ce dossier.

**Il s'agit, pour nous comme pour l'ensemble des salariés, de leurs soutiens, mais aussi des populations impactées, d'un réel scandale d'Etat !!!**

Les délégués réunis en Congrès de la Fédération Nationale Équipement Environnement CGT appellent l'ensemble des agents de nos ministères à participer aux actions de défense des services publics et de l'industrie, partout où cela est nécessaire. Plus largement, il s'agit de rejoindre massivement les luttes initiées par la CGT pour créer, toutes et tous ensemble, les conditions de reconquête, de déploiement et de renforcement de nos services et des entreprises sur les territoires, en commençant par la nécessaire pérennisation des activités de la SAM.

Parce que nous avons besoin de nos industries et de nos services publics, la SAM doit vivre !

Fait à Paris, le 2 décembre 2021